



Constitution de mai 2024

La société civile défend une lecture stricte de l'arrêt de la Cédéao

Le débat sur la réforme constitutionnelle togolaise et l'arrêt de la Cour de justice de la Cédéao connaît un nouveau rebondissement. Réunies ce jeudi 3 septembre à Lomé, plusieurs organisations de défense des droits humains et de la société civile ont appelé à une lecture rigoureuse de la décision rendue ...



PAGE 10

INVESTISSEMENT



Agriculture

950 milliards FCFA pour la transformation d'ici 2034

Le Togo évalue à 950 milliards de francs CFA, soit environ 1,6 milliard de dollars, les ressources nécessaires à la transformation de son agriculture à l'horizon 2034. À travers le Programme de transformation agricole (ProMAT), les autorités veulent développer la transformation agricole. Un chantier qui suppose ...

PAGE 9

RÉGULATION



Espace Uemoa et Guinée

Fin de mandat pour le Togolais Pitalounani Telou

La Plateforme des régulateurs de l'audiovisuel de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et de la Guinée a un nouveau président. Il s'agit de M. Boubacar Yacine Diallo, président de la Haute autorité de la communication de Guinée. Ce dernier succède à Pitalounani Telou ...

PAGE 9

COMMERCE

Beurre de karité

Nouvel élan dans l'exportation

Une nouvelle page s'écrit pour l'industrie togolaise du karité. Le mardi 1er septembre 2026, la société Togo Soja, installée sur la Plateforme ...

PAGE 5

жыжылдын 1-сентябры, Бишкек

“上海合作组织+”会议
2026年9月1日, 比什凯克



Bichkek/OCS+

Le Togo appelle à une recomposition des équilibres internationaux

► Élargissement progressif de l'horizon diplomatique de Lomé

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a partagé le 1er septembre 2026 à Bichkek, avec les dirigeants de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), leurs partenaires ainsi ...

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Épé-Ekpé : le peuple Guin célèbre la prise de la pierre sacrée à Glidji-Kpodji

Le peuple Guin a vécu, ce jeudi 3 septembre 2026 à Glidji-Kpodji, l'un des temps forts de son calendrier traditionnel : la prise de la pierre sacrée, appelée Ékpéssosso, point d'orgue de la 363^e édition d'Épé-Ekpé. Cette date avait été fixée à l'issue du décompte rituel de 22 graines de maïs, selon une coutume vieille de plusieurs siècles.

Extraite de la forêt sacrée après plusieurs jours de purification et de préparation spirituelle, la pierre révélée cette année arbore une teinte blanche. Dans la tradition Guin, sa couleur oriente symboliquement les événements à venir pour la nouvelle année.

Reste désormais aux gardiens de la tradition à en dévoiler la signification précise pour 2026-2027. En 2022, une pierre de même couleur avait été associée à la prospérité, au bonheur et à la paix.

Coris Kid

CBI Togo accompagne les familles pour une rentrée scolaire réussie

Coris Bank International Togo (CBI Togo) maintient son engagement pour les détenteurs du compte Coris Kid. À l'orée de la rentrée scolaire, 2026-2027, l'institution a procédé, le mercredi 2 septembre 2026 à Lomé, à la récompense de 100 enfants titulaires du compte Coris Kid. Une manière ...



PAGE 11

	SOMMAIRE	Afrique/Développement Plusieurs pays africains coupés de l'aide suédoise au développement  P 4	Togo / Industrie Nouvel élan dans l'exportation de beurre de karité transformé  P 9	Togo 950 milliards FCFA nécessaires pour transformer l'agriculture d'ici 2034  P 9
---	------------------------	--	--	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Baltché Combaté construit son avenir avec Agrisef

Dans ce nouveau numéro de votre Rubrique "Echos des bénéficiaires des produits FNFI", Togo Matin vous amène dans la Région des Savanes pour partager les expériences d'un jeune, la quarantaine, aventurier auparavant, qui aujourd'hui grâce au Produit Agrisef s'est installé dans son village pour construire son avenir...

C'est au centre d'une petite concession de deux cases en terre battue, que nous rencontrons notre interlocuteur, une daba à la main, sur le point de se rendre à son champ. Visiblement heureux de sa nouvelle vie, Baltché Combaté, bénéficiaire du Produit Agrisef (Accès des Agriculteurs aux Services Financiers) nous raconte sa petite histoire.

" Je fus un aventurier, je ne restais pas souvent dans le village car je n'avais aucune activité. J'allais en Côte d'Ivoire, au Bénin et même au Ghana. Mais entre-temps, je suis revenu au village et j'ai appris que le Gouvernement a mis en route un fonds national pour soutenir et

encourager les jeunes qui ont des idées d'entreprise. Après toutes les étapes importantes qui précèdent le crédit, notamment la constitution du groupe solidaire, la formation...j'ai obtenu un crédit de 100.000 F CFA, auprès de COOPC-

depuis que je me consacre à ma petite activité de culture de ces tubercules, plus de rêve d'un ailleurs. J'ai finalement compris que l'on ne vit heureux que chez soi." C'est avec grande joie que notre interlocuteur nous

des aventures au Ghana, j'ai découvert avec beaucoup de chaleur humaine comment des jeunes se sont investis dans l'agriculture bio pour développer leur localité. Chacun peut, peu importe son métier, et à

doit se rembourser dans les délais." Je suis presque à la fin du remboursement de mon premier cycle de crédit. Je dois obtenir le second cycle pour diversifier mes activités. Je veux parallèlement développer l'élevage des petits ruminants...Je suis convaincu que le duo agriculture et élevage m'ira très bien".

Dans la localité de Baltché, les populations ont dans leur patois résumé en deux mots l'essence même du FNFI, "C'est une institution mise en place par le Gouvernement pour aider toute la population. Aider ceux qui étaient assis à se mettre debout, ceux qui étaient debout à commencer par marcher, et ceux qui marchaient à commencer par courir".

En somme, toutes les actions entreprises par le Gouvernement via le FNFI, visent à alléger le coût du panier du citoyen togolais et les résultats des premières années de mise en service du FNFI consolident les acquis de la dynamique de l'inclusion financière.



Baltché Combaté

SIFA, une institution de microfinance partenaire du FNFI. Les 100.000 F m'ont permis de démarrer la culture de patate douce. Et

indique que pour lui, c'est une fierté de travailler dans son village pour contribuer au développement de sa localité. " Lors d'une

sa manière, travailler pour le développement de son pays". Le jeune Baltché est conscient qu'un microcrédit

Ceci est un programme du ministère chargé du développement à la base et de l'économie sociale et solidaire



	Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	---	--	--

Bichkek/OCS+

Le Togo appelle à une profonde recomposition des équilibres internationaux

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a partagé le 1er septembre 2026 à Bichkek, avec les dirigeants de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), leurs partenaires ainsi que les plus hauts responsables des pays invités au 26ème sommet de l'organisation élargie (OCS+), une réflexion sur la transformation de l'ordre international et les implications de l'émergence d'un monde de plus en plus multipolaire.



Faure Gnassingbé (deuxième rang, et au milieu)/Crédit photo : Présidence du Conseil

À l'entame des travaux, le président du Conseil a posé de manière objective le constat d'une profonde recomposition des équilibres internationaux. « Le monde change, de nouveaux centres de puissance émergent, de nouveaux équilibres économiques se dessinent, de nouvelles voix veulent être entendues », a-t-il précisé. Pour relever ce défi, le président Faure Essozimna Gnassingbé a articulé sa vision d'un multilatéralisme renoué sur trois axes. Dans cette nouvelle configuration mondiale, il a rappelé la nécessité de rompre avec une vision idéalisée de la multipolarité qui fragilise davantage le monde. « La multipolarité doit nous donner davantage

de choix et non créer de nouvelles divisions. Pour l'Afrique, l'émergence de nouveaux partenaires est une opportunité. Elle nous permet de diversifier nos relations, de réduire certaines dépendances et surtout de mieux choisir nos partenariats en fonction de nos propres priorités. Mais soyons lucides, davantage de pôles de puissance ne signifie pas automatiquement davantage de justice. La multipolarité peut aussi produire plus de rivalités,

de fragmentation et de rapports de force » a-t-il affirmé.

Cette première idée débouche sur l'articulation essentielle entre la multipolarité et le multilatéralisme. Pour le dirigeant togolais, la multipolarité donne davantage de choix aux nations, et elle doit être accompagnée d'un multilatéralisme capable de garantir des règles communes pouvant permettre à chaque nation d'exercer librement ses choix en fonction de ses intérêts et de ses priorités. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le chef du gouvernement togolais a insisté sur la nécessité d'éviter la constitution de nouveaux blocs

antagonistes. Le président du Conseil a ensuite mis un accent particulier sur l'avenir du système multilatéral, en particulier celui des Nations unies dans un monde multipolaire marqué par les désaccords des grandes puissances. Il a, à cet effet, rappelé l'importance des réformes de l'instance mondiale face à la montée de la multipolarité et la question de la crédibilité des règles internationales lorsqu'elles sont surtout appliquées selon les crises. « Les Nations unies restent indispensables, mais elles doivent profondément évoluer dans un monde plus multipolaire. Nous avons besoin davantage de multilatéralisme et non de moins. L'Onu reste notre seul espace véritablement universel. Mais nous devons aussi regarder objectivement ses limites. Lorsque les grandes puissances s'opposent, nos institutions sont trop souvent paralysées. Lorsque les mêmes règles semblent appliquées différemment selon les crises, leur légitimité s'affaiblit ».

La question de la représentation de l'Afrique dans le concert des nations constitue également un élément central de cette réflexion sur la transformation du système multilatéral. Le président du Conseil estime dans ce contexte que, « lorsque l'Afrique reste insuffisamment représentée, nous ne pouvons pas parler d'un ordre mondial pleinement juste. Défendre les Nations unies ne signifie donc pas défendre le monde d'hier. Cela signifie plutôt les transformer pour le monde de demain, y compris dans la composition de

ses organes de direction. Cela signifie aussi, mieux articuler l'Onu avec l'Union africaine, l'Organisation de coopération de Shanghai et les autres organisations régionales ».

Le dirigeant togolais a ainsi invité les chefs d'État et de gouvernement à faire de la multipolarité une nouvelle force du multilatéralisme. Le président du Conseil a également orienté sa réflexion vers la dimension économique de la transformation de l'ordre international. Selon lui, la justice du système international ne peut être appréciée uniquement à l'aune de la représentation politique des pays du Sud. Elle doit également se traduire par leur capacité réelle à financer leur propre développement et à valoriser leurs ressources. « Un ordre mondial plus juste doit donner au Sud une véritable capacité de choix. Être mieux représenté ne suffira pas. Nos pays doivent aussi pouvoir financer leur développement, transformer leurs ressources et créer davantage de valeur chez eux. C'est tout le sens que nous devons donner aux institutions de coopération régionale, et au rapprochement entre l'Afrique et les grands pôles émergents ».

La réforme de la gouvernance mondiale doit aussi être accompagnée non seulement d'une transformation des mécanismes économiques et financiers mondiaux, mais aussi d'une diversification des partenariats fondés sur l'investissement productif, les infrastructures, la transformation locale et le transfert de technologies

avec l'Asie, l'Europe, les Amériques et entre pays africains, pour l'Afrique. Cette vision du président du Conseil a une seule ambition, permettre à l'Afrique de devenir un acteur à part entière de la recomposition de l'ordre mondial. À cette tribune de l'OCS +, plusieurs dirigeants ont élevé leurs voix pour appeler à un monde solidaire, plus juste, sécurisé et épris de paix. Pour rappel, l'Organisation de coopération de Shanghai Plus(OCS+)est une instance de l'OCS qui réunit autour d'une même problématique liée à la gouvernance mondiale, les États membres de l'organisation intergouvernementale de l'Eurasie, leurs partenaires de dialogue ainsi que les pays invités.

Cette édition a réuni les plus hauts dirigeants de l'OCS, à savoir les présidents Xi Jinping de Chine, Vladimir Poutine de la Fédération de Russie, Alexandre Loukachenko de Biélorussie, les Premiers ministres Narendra Modi de l'Inde, et Shehbaz Sharif de la République islamique du Pakistan, les présidents Massoud Pezeshkian de la République islamique d'Iran, Kassym-Jomart Tokaïev du Kazakhstan, Emomali Rahmon du Tadjikistan et Chavkat Mirziouïev de l'Ouzbékistan.

La conférence a également enregistré la participation effective des dirigeants et des hauts représentants des pays partenaires et invités notamment, l'Égypte, la Turquie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Mongolie, ainsi que le Laos et le Vietnam, signe de la diversité et de l'ampleur de cette plateforme de dialogue.

Togo-Biélorussie

Dynamique de mise en œuvre et d'approfondissement des engagements

En marge du 26ème sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est entretenu, le 1er septembre 2026 à Bichkek au Kirghizistan, avec le président de la Biélorussie, Alexandre Loukachenko.

Cette audience s'inscrit dans la dynamique de mise en œuvre et d'approfondissement des engagements pris par les deux pays en faveur du renforcement du partenariat entre Lomé et Minsk. Le président biélorusse a exprimé sa gratitude

au président Faure Gnassingbé pour son implication personnelle dans la dynamisation et l'approfondissement des relations de coopération entre le Togo et la Biélorussie. Il a, à cet égard, réaffirmé l'engagement de son pays à œuvrer

au renforcement de ce partenariat. Plusieurs axes prioritaires de coopération ont, par ailleurs, été identifiés, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agro-industrie, de la mécanisation agricole, du secteur minier ainsi que bancaire.

Le président biélorusse a également fait part de la disponibilité de son pays à contribuer à la mise en œuvre de la Feuille de route convenue entre les deux parties, en favorisant le développement de partenariats entre les...

Togo-Biélorussie Suite de la page 3

Dynamique de mise en œuvre et d’approfondissement des engagements

... secteurs privés togolais et biélorusse. Le président du Conseil s’est, à son tour, félicité de l’opportunité de cette rencontre qui est l’expression d’une marque d’amitié et de considération manifestées à l’endroit du Togo. Il a salué l’accompagnement de la Biélorussie en faveur de projets de développement, particulièrement dans les secteurs agricole et des transports.

Abordant les perspectives de la coopération bilatérale, Faure Gnassingbé a présenté les atouts et les opportunités d’investissement qu’offre le Togo, surtout dans le secteur agricole. Cette nouvelle rencontre, qui intervient après les entretiens bilatéraux avec le président du Kirghizistan, traduit une fois de plus la volonté du Togo de diversifier ses



Faure Gnassingbé (à droite), et son homologue de la Biélorussie/Présidence du Conseil

partenariats et de renforcer son ouverture vers les marchés eurasiatiques. L’ambition de notre pays est de développer des liens de coopération susceptibles de favoriser les investissements, la transformation locale et la création de valeur ajoutée pour l’économie nationale.

Edem Dadzie
Source : <https://presidenceduconseil.gouv.tg>

Partenariat Togo-Vietnam Volonté des dirigeants des deux pays de donner une nouvelle impulsion

Le partenariat entre le Togo et le Vietnam a été au cœur d’un échange, ce 1er septembre 2026 à Bichkek, au Kirghizistan.



Faure Gnassingbé (à droite) et la dirigeante vietnamienne (Crédit photo : Présidence du Conseil)

À l’occasion du 26ème sommet de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS), le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, et la vice-présidente vietnamienne, Vo Thi Anh Xuan, se sont entretenus sur divers sujets. Les deux personnalités ont examiné les mécanismes susceptibles de renforcer les liens d’amitié et de coopération qui unissent Lomé et Hanoï.

Le Togo et le Vietnam développent des relations d’amitié et de coopération historiques fondées sur la confiance et la recherche d’intérêts mutuellement bénéfiques. Depuis 1975, les deux pays ont progressivement bâti un partenariat reposant sur une convergence de vues sur de nombreuses questions d’intérêt

commun. Cette coopération s’est développée dans plusieurs secteurs stratégiques, notamment l’agriculture, l’économie, le commerce, l’investissement, la culture, l’éducation, la science et la technologie. Les deux pays partagent également leurs expériences en matière de développement du capital humain. Sur le plan international, le Togo et le Vietnam ont également consolidé leur coopération au sein des instances multilatérales. Les échanges à Bichkek témoignent ainsi de la volonté des dirigeants des deux pays de donner une nouvelle impulsion à ce partenariat historique.

Source : <https://presidenceduconseil.gouv.tg>

Sommet des pays de l’OCS Élargissement progressif de l’horizon diplomatique de Lomé

La diplomatie se mesure parfois moins au nombre d’habitants d’un pays qu’à la capacité de celui-ci à être présent là où se discutent les grandes évolutions du système international.

À cet égard, la participation du Togo au 26ème sommet de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS), au Kirghizistan, constitue une séquence significative. La présence du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé au Kirghizistan, intervient dans un cadre où se retrouvent plusieurs

interprétée comme un éloignement de l’Afrique. Elle procède au contraire d’une volonté de renforcer les capacités d’action du Togo en multipliant les interlocuteurs, les partenariats et les espaces de dialogue. La diplomatie togolaise semble ainsi faire le pari qu’un État de taille modeste peut accroître son influence en développant une présence dans plusieurs réseaux simultanément.

La relation avec l’Europe demeure importante, comme les partenariats avec les États-Unis, la

sont de moins en moins organisés autour d’un seul centre, la capacité à maintenir plusieurs portes ouvertes constitue un atout diplomatique.

Le sommet de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS), apparaît ainsi comme une étape dans une trajectoire plus large : celle d’un Togo qui cherche à transformer sa stabilité, sa position géographique et sa capacité de dialogue en instruments d’influence.

La question n’est donc pas de savoir si le Togo peut rivaliser avec les



Faure Gnassingbé (Crédit photo : RFI)

des principaux centres de décision de l’espace eurasiatique. Elle traduit l’élargissement progressif de l’horizon diplomatique de Lomé, au-delà de son environnement ouest-africain traditionnel. Cette ouverture ne doit toutefois pas être

Chine, la Russie, l’Inde ou les pays du Golfe. L’ouverture vers l’Asie centrale vient désormais compléter cet ensemble. Ce changement d’échelle repose sur une logique de diversification. Dans un système international où les rapports de force

grandes puissances présentes à l’OCS. Elle est de comprendre comment il peut utiliser sa propre singularité pour conserver une marge d’initiative dans un environnement international de plus en plus complexe.

Togo / BAD et Axian

Lancement d'un programme de finance numérique pour les femmes entrepreneures

La Banque africaine de développement (BAD) et le groupe panafricain Axian renforcent leur soutien à l'entrepreneuriat féminin en Afrique. Les deux partenaires lancent un programme de finance numérique destiné à accompagner des entreprises dirigées par des femmes dans 5 pays : Madagascar, la Tanzanie, le Sénégal, le Togo et les Comores.



Des entrepreneures

Déployée à travers les plateformes financières numériques d'Axian, notamment Mixx et Mvola, l'initiative combine prêts numériques, formation en éducation financière et en compétences numériques, ainsi qu'un accompagnement au développement des entreprises. L'approche associe l'accès aux ressources financières et le renforcement

des capacités, deux dimensions considérées comme essentielles pour soutenir durablement les activités entrepreneuriales féminines.

Le programme comporte deux volets. Le premier vise directement 34 000 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dirigées par des femmes à Madagascar, en Tanzanie et au Sénégal. Elles bénéficieront de produits

et services financiers numériques adaptés à leurs besoins. Le second cible 25 000 femmes dans les 5 pays concernés, avec des formations en éducation financière, compétences numériques et entrepreneuriat. Le Togo figure donc parmi les pays bénéficiaires du volet consacré au renforcement des compétences.

Cette initiative répond aux difficultés persistantes d'accès au financement, aux outils numériques et aux opportunités de croissance. Les entreprises féminines disposent pourtant d'un potentiel important de développement. « Le défi ne réside pas dans l'esprit d'entreprise, mais dans l'accès au financement, aux outils numériques et aux opportunités de croissance », souligne Erwan Gelebart, PDG d'Axian Digibank et Fintech. Le programme entend précisément agir sur ces contraintes en rapprochant les entrepreneures des services financiers et des instruments numériques. Soutenue par l'initiative Affirmative Finance Action for Women in Africa (Afawa) de la BAD et la Women Entrepreneurs Finance Initiative (We-Fi), l'initiative

repose sur 5 priorités : élargir l'accès à la finance numérique, renforcer les compétences financières et numériques, développer des produits adaptés aux femmes entrepreneures, accélérer l'inclusion numérique et favoriser leur intégration dans l'économie formelle.

Au Togo, l'enjeu apparaît particulièrement important. La BAD estimait en 2024 à environ 45 millions de dollars le déficit de financement auquel sont confrontées les entreprises féminines dans le pays. Le volet formation doit notamment renforcer les capacités dans l'utilisation du mobile money, des paiements numériques, du commerce en ligne et des outils de gestion. Ces compétences peuvent contribuer à faciliter la gestion quotidienne des activités et à mieux utiliser les services financiers disponibles.

Cette nouvelle initiative prolonge les interventions de la BAD en faveur de l'autonomisation économique des femmes togolaises. Entre 2016 et 2022, l'institution avait mobilisé plus de 990 248 dollars, soit environ 600 millions de FCFA, pour

accompagner plus de 13 500 femmes vulnérables dans le cadre du Projet d'appui à l'inclusion financière des femmes vulnérables (PAIFFV).

Avec ce nouveau programme, la BAD et Axian entendent donc agir sur plusieurs freins à la croissance des entreprises féminines. Pour les entrepreneures togolaises, l'accès à des financements numériques et à des compétences adaptées pourrait faciliter la gestion, élargir l'accès aux services financiers formels et soutenir le développement des activités. L'objectif dépasse ainsi le financement ponctuel : il s'agit de renforcer durablement la participation des femmes à l'économie numérique et formelle, tout en créant de meilleures conditions pour la consolidation et la croissance de leurs entreprises. Il mise ainsi sur des solutions numériques accessibles pour rapprocher davantage les entrepreneures des financements, améliorer leurs pratiques et consolider progressivement leurs perspectives de développement.

E. A

Togo / Industrie

Nouvel élan dans l'exportation de beurre de karité transformé

Une nouvelle page s'écrit pour l'industrie togolaise du karité. Le mardi 1er septembre 2026, la société Togo Soja, installée sur la Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), a procédé à sa toute première expédition de beurre de karité transformé sur le sol national. Cette opération marque le coup d'envoi de la campagne d'exportation 2026 et concrétise l'ambition affichée par les autorités togolaises : privilégier la transformation locale des matières premières agricoles avant leur mise sur les marchés étrangers.

Cette première expédition intervient dans un contexte de montée en puissance de Togo Soja, présentée comme la plus vaste unité de transformation de soja du pays. Opérationnelle depuis août 2023, l'usine ne se limite pourtant pas au

soja : elle traite également plusieurs autres produits agricoles, dont le karité, désormais au cœur de cette nouvelle dynamique exportatrice.

Selon l'administration de



Cérémonie d'exportation du beurre de karité transformé à la PIA

la PIA, cette campagne illustre le développement progressif d'une véritable chaîne de valeur intégrée, qui va de l'approvisionnement en matières premières jusqu'à l'accès aux marchés internationaux, en passant par la transformation industrielle et le conditionnement.

« Cette expédition traduit la dynamique industrielle développée sur la plateforme et sa capacité à accompagner les entreprises depuis la transformation des

matières premières jusqu'à l'ouverture sur les marchés internationaux », a souligné Idiola Sandah, Administrateur général de l'Autorité de coordination de la PIA. La quantité exacte de beurre de karité concernée par cette première opération n'a toutefois pas été communiquée.

Cette avancée s'inscrit dans une stratégie gouvernementale plus large, favorisant la transformation locale des produits agricoles. Depuis janvier 2026, une taxe à l'exportation frappe notamment les noix de cajou, les graines de soja et les noix de karité exportées à l'état brut. L'objectif affiché est de freiner la sortie de matières premières non transformées, afin de capter davantage de valeur ajoutée sur le territoire togolais.

Sur la scène internationale, le Togo occupe une place de choix parmi les producteurs de karité, avec une récolte annuelle oscillant entre 35 000 et 50 000 tonnes d'amandes. Cette filière repose en grande partie sur l'engagement des femmes, particulièrement actives dans les phases de collecte et de première

transformation du produit.

Depuis avril 2026, les acteurs du secteur s'attellent également à renforcer la structuration de cette filière stratégique. Sous l'impulsion de la Coordination togolaise des organisations paysannes et de producteurs agricoles (CTOP), cette démarche vise à fluidifier la collaboration entre les différents maillons de la chaîne, tout en maximisant la valorisation économique du karité togolais.

Avec cette première exportation de beurre transformé, la filière karité franchit ainsi une étape symbolique supplémentaire, confirmant la volonté du Togo de faire de la transformation locale un véritable moteur de création de valeur et d'emplois.

Edy Alley

Volontariat des jeunes

Le Togo en progression dans l’insertion professionnelle

Engagement libre et actif au service de l’intérêt général, le volontariat contribue à l’insertion socioprofessionnelle des jeunes. Depuis son institution au Togo, il est devenu un outil de développement économique, de lutte contre la pauvreté et d’amélioration des conditions de vie. Ces dernières années, il se distingue par un taux d’insertion en hausse et plusieurs avancées objet du présent dossier.

Le volontariat est un outil au service du développement. Au Togo, les volontaires, de par leur temps, leur compétence et leur engagement, ne cessent de contribuer à l’essor des communautés d’accueil. Que ce soit dans la promotion du développement à la base, de l’inclusion sociale ou du développement économique, ces hommes et femmes deviennent de plus en plus incontournables, et leur contribution plus impactante.

Depuis 2011, l’on estime à plus de 80 000 les volontaires nationaux mobilisés sur l’ensemble du territoire national. Cette forte mobilisation de milliers de jeunes et moins jeunes fait du volontariat national

volontariat occupe une place centrale en tant que levier d’inclusion, de valorisation du capital humain et d’insertion professionnelle. Des milliers de volontaires investissent donc leur temps et leurs compétences au service des communautés, avec des impacts tangibles dans des domaines variés, allant de l’éducation à la santé, en passant par l’assainissement et le développement communautaire.

En ce qui concerne l’éducation à la santé, les volontaires nationaux sont actifs dans la sensibilisation (hygiène, nutrition, IST/VIH/SIDA, paludisme), l’appui logistique et humain dans les dispensaires, le dépistage de maladies, et la prévention des addictions. À travers leurs engagements, ils contribuent à l’amélioration de la couverture sanitaire et des résultats de santé publique en se concentrant sur la réduction de la mortalité maternelle et infantile et la lutte contre le VIH/SIDA et le paludisme.

Dans le domaine de l’assainissement, la contribution des volontaires nationaux n’est pas non plus négligeable. Ils interviennent par des actions concrètes de terrain comme le nettoyage, le curage des caniveaux et le désherbage des abords de

participer à renforcer les infrastructures sanitaires locales et l’autonomie des communautés, tout en améliorant le cadre de vie des populations.

Au-delà des actions susmentionnées dans le domaine sanitaire, les volontaires nationaux interviennent dans la lutte contre les maladies liées à l’insalubrité en construisant

travaillant directement avec les jeunes, les familles et les leaders communautaires pour prévenir les consommateurs de substances malsaines et promouvoir des modes de vie sains, complétant ainsi les efforts gouvernementaux et institutionnels.

Au-delà des interventions susmentionnées, les effets de la mobilisation des volontaires sont

génératrice de revenus. En 2025, ils sont désormais 70 sur 100 à franchir ce cap. Autrement dit, la probabilité pour un jeune volontaire de trouver un débouché après son engagement s’est nettement renforcée.

Cette amélioration est due à plusieurs facteurs. Le volontariat, dans sa conception actuelle, ne se limite plus à une simple



Une cérémonie de prestation de serment des volontaires nationaux

des infrastructures comme des paillotes pour les centres de santé et en organisant des campagnes de prévention. Pour mieux lutter contre les addictions et accompagner les personnes en cours de stabilisation vers une réinsertion, les volontaires nationaux interviennent dans la sensibilisation,

vastes et multiples. Ils englobent l’amélioration de l’accès à l’éducation, le développement de compétences locales, le soutien à l’autonomisation des populations et des actions visant la cohésion sociale.

Outre la contribution sans cesse croissante des volontaires au développement, le volontariat se positionne pour le Togo comme un outil d’insertion socioprofessionnelle des jeunes. Ce taux d’insertion est en constante progression.

Du renouveau dans la création d’emplois

Entre 2024 et 2025, le taux d’insertion des jeunes volontaires est passé de 66 % à 70 %. Cette évolution de quatre points s’explique par l’efficacité du dispositif, mais surtout par une transformation qualitative des parcours d’insertion. Un taux d’insertion de 66 % en 2024 signifie que, sur 100 jeunes ayant participé à un programme de volontariat, 66 ont réussi à accéder à une opportunité professionnelle ou à s’insérer dans une activité

expérience citoyenne. Il constitue un véritable espace d’apprentissage, où les jeunes acquièrent des compétences pratiques, développent leur sens des responsabilités et se familiarisent avec les exigences du monde professionnel.

Ainsi, le passage par le volontariat permet de combler un écart souvent pointé entre formation théorique et réalité du terrain. Il offre une première expérience valorisable, renforce l’employabilité et facilite l’accès à l’emploi.

Un équilibre dans les secteurs d’intervention

La répartition des volontaires montre que l’éducation et la santé restent les priorités nationales. Mais l’environnement, l’infrastructure, l’eau et l’assainissement, ainsi que l’égalité des chances, sont également pris en compte, confirmant la diversité et la portée des missions. Actuellement, plus de 2 000 sur l’étendue du territoire togolais, les volontaires se distinguent par leur contribution cruciale à l’hygiène et à l’assainissement, à



un mouvement majeur au service du développement du pays. Dans la Feuille de route gouvernementale, le

voies. Par la sensibilisation aux bonnes pratiques d’hygiène, des programmes comme le Volontariat d’engagement citoyen (VEC)

l’éducation, le soutien communautaire, la réduction des risques et l’accompagnement vers la réinsertion. Ce, en

l'accompagnement des femmes enceintes et des enfants en situation de handicap. Leur action quotidienne dans les communautés se traduit par un impact direct sur la santé publique et le bien-être des populations vulnérables. Que ce soit par l'organisation de campagnes de sensibilisation à l'hygiène, le suivi des femmes enceintes ou l'appui éducatif et social aux enfants en situation de handicap, ces volontaires jouent un rôle déterminant dans la consolidation des services de proximité et dans la promotion d'un environnement plus inclusif et sain.

Des actions en chiffres

Entre 2022-2023, les volontaires sages-femmes et accoucheuses ont effectué 56 788 consultations prénatales, contribuant à un meilleur suivi des grossesses et à la prévention des risques. Ils ont également dépisté 21 078 femmes enceintes, assisté à 11 025 accouchements et soutenu 25 603 femmes dans l'accès au planning familial. L'action des volontaires ne s'arrête pas à la santé maternelle. Les volontaires infirmiers ont traité 111 765 patients atteints du paludisme, l'une des maladies les plus répandues dans le pays. Ils ont également pris en charge 81 595 enfants, parmi lesquels 1 216 enfants malnutris, renforçant ainsi la lutte contre la malnutrition infantile. Par ailleurs, les volontaires assistants d'hygiène et de laboratoire ont vacciné 114 165 enfants, réalisé 18 849 analyses sérologiques et 17 641 analyses biochimiques, contribuant au renforcement de la prévention et du diagnostic au niveau communautaire. Ces interventions illustrent l'importance du volontariat dans la consolidation du système de santé de proximité. En 2025, au-delà de la santé et de l'assainissement, environ 1 500 volontaires soutiennent les communautés à travers des formations et des actions de renforcement de capacités. Dans le secteur éducatif, près de 4 000 volontaires, appuyés par des partenaires comme Peace Corps, Plan

International et France Volontaires, œuvrent dans des zones parfois très reculées.

Depuis 2019, l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) accompagne le système éducatif par la mobilisation de volontaires. En 2025, près de 500 volontaires de l'Éducation sont déployés en appui au ministère de l'Éducation nationale, contribuant à améliorer l'encadrement pédagogique et l'accès à l'enseignement. Entre 2011 et maintenant, 80 694 volontaires nationaux ont été mobilisés par l'ANVT et déployés sur des missions de développement dans les communautés les plus éloignées du pays. Leur action contribue à réduire la précarité, à limiter l'exclusion sociale et à renforcer les capacités locales.

Que gagnent les jeunes enrôlés ?

Au-delà d'être au service du développement du pays, les jeunes enrôlés comme volontaires ne sont cependant pas laissés pour compte. Ils bénéficient d'une indemnité en termes d'accompagnement. Dans cette logique, celle de leur offrir un meilleur accompagnement financier, les volontaires sont organisés en Groupes d'épargne et de crédits (GEC). Ce mécanisme permet aux volontaires d'obtenir des prêts pour démarrer ou développer leurs activités. À travers le GEC, qui se veut un véritable outil d'insertion socioprofessionnelle, les volontaires arrivent à s'autonomiser financièrement en épargnant de petites sommes et en obtenant des prêts pour lancer des activités génératrices de revenus (AGR). Au-delà, le GEC permet aux volontaires d'acquérir des compétences en éducation financière et en gestion, et de bénéficier d'un cadre d'échange, de soutien mutuel et de développement personnel.

Des avantages non financiers

Outre les avantages susmentionnés, les jeunes volontaires bénéficient de plusieurs autres avantages. Ces derniers sont relatifs aux expériences et

compétences acquises, à la réinsertion et à l'encadrement.

Via des expériences acquises à travers leur engagement sur le terrain, les volontaires arrivent à accroître leur engagement sur le terrain, leur employabilité, leur capacité de gestion (épargne et clientèle) et à développer une citoyenneté active. En termes de possibilité de réinsertion, l'engagement volontaire citoyen permet aux jeunes l'acquisition de compétences professionnelles via des

se fait principalement via l'Agence nationale de volontariat au Togo (ANVT) et des partenaires comme France Volontaires. Pour y arriver, des programmes pour intégrer les jeunes au développement local, professionnaliser la gestion du volontariat, soutenir les communes, tout en valorisant l'engagement citoyen sont mis en avant. Au-delà, des initiatives comme le concours des meilleurs volontaires, organisé par l'ANVT, permettent de valoriser l'excellence, l'engagement

Quid des défis ?

Ces derniers sont relatifs à un environnement socio-économique difficile, à la faible participation communautaire, au manque de ressources humaines qualifiées, à une forte dépendance aux bailleurs, aux problèmes de capitalisation des connaissances et aux défis sécuritaires, surtout dans le nord du pays.

L'accès limité à l'électricité et à l'eau potable dans certains milieux ruraux participe également à



Photo illustrant les actions des volontaires d'engagement citoyen au Togo



formations. Des kits de travail mis à disposition par le gouvernement et ses partenaires à travers l'Agence nationale d'appui au développement à la base (Anadeb) et l'Agence nationale de volontariat togolais (ANVT) permettent de faciliter aux volontaires l'accès à un emploi décent ou à l'entrepreneuriat.

Promouvoir le volontariat au Togo

Aujourd'hui, la promotion du volontariat au Togo

et le professionnalisme dans divers domaines.

En récompensant les meilleurs acteurs dans le volontariat, l'ANVT entend encourager l'innovation, le développement durable, et la contribution positive au développement de la société et créer l'émulation pour inspirer d'autres jeunes et professionnels. Mais comme tout secteur, le volontariat togolais est confronté à nombre de défis.

réduire l'engouement de certains jeunes pour le volontariat.

Pour relever ces défis, l'ANVT travaille avec les communes pour identifier leurs besoins pour déployer des volontaires nationaux. Des efforts sont également faits dans la formation des jeunes volontaires en vue de les motiver à s'engager dans le volontariat pour apporter leur contribution au développement du pays.

Caleb Akponou

Cybermenaces

Le Togo veut constituer ses 'Avengers' prêts à parer à toutes les attaques

La transformation numérique en cours en Afrique s'accompagne d'une intensification des cybermenaces. Pour protéger leurs infrastructures, leurs entreprises et leurs citoyens, les pays du continent multiplient les initiatives visant à renforcer leurs dispositifs de cybersécurité.

Le Togo veut se doter d'un vivier national de compétences en cybersécurité. L'initiative vise à réunir, au niveau national, des profils diversifiés et qualifiés, capables d'être mobilisés pour renforcer la protection du cyberspace togolais. L'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) a publié à cet effet un appel à manifestation d'intérêt daté du 27 août 2026, mais rendu public sur ses plateformes de réseaux sociaux le mercredi 2 septembre. La date limite de soumission des candidatures est fixée au 30 octobre. « Ce vivier a vocation à permettre à l'ANCy d'identifier, de qualifier, de référencer et, selon les besoins, de mobiliser des compétences nationales pour contribuer à des missions techniques, opérationnelles, de recherche, de développement,

de formation, de sensibilisation ou d'appui à la mise en œuvre de ses missions », précise le document officiel. Plus spécifiquement, le vivier couvrira plusieurs domaines, parmi lesquels la prévention des cybermenaces, la protection des systèmes d'information, la détection et l'analyse des incidents de sécurité, la réponse aux incidents cyber, l'analyse des vulnérabilités, l'évaluation et l'audit de sécurité, ainsi que la sécurité des infrastructures, des architectures, des applications et des environnements cloud. Il concerne aussi le renseignement sur les menaces, l'investigation numérique, la gouvernance, les risques et la conformité, la protection des données à caractère personnel, la sensibilisation et le renforcement des

capacités, la recherche et le développement en cybersécurité, ainsi que l'amélioration de la résilience numérique nationale. Selon l'ANCy, cette initiative s'inscrit dans la dynamique de la Stratégie nationale de cybersécurité 2024-2028, dont l'un des



Le Togo veut se doter d'un vivier national de compétences en cybersécurité

axes vise à promouvoir une culture de la cybersécurité et à développer les compétences techniques nationales. Elle intervient dans un contexte global et africain marqué par une progression des cybermenaces. Interpol explique que cette évolution est favorisée par l'essor des activités en ligne, notamment les réseaux

sociaux, le commerce électronique et les services de banque mobile. L'organisation souligne aussi que les cybercriminels perfectionnent constamment leurs méthodes, en recourant à l'ingénierie sociale, à l'intelligence artificielle et aux plateformes de

une attention particulière à la cybersécurité s'ils veulent tirer pleinement parti des avantages liés aux technologies de l'information et de la communication. Le Togo se classe actuellement dans la deuxième des cinq catégories de l'Indice global de cybersécurité 2024 de l'UIT, juste en dessous des pays considérés comme des modèles à suivre à l'échelle mondiale. Le pays est particulièrement bien évalué pour ses mesures organisationnelles, techniques, juridiques et de développement des capacités. Sur le volet juridique, il obtient le score maximal de 20 points.

Des progrès restent toutefois nécessaires sur le volet technique. Cela correspond aux capacités concrètes permettant à un pays de prévenir, détecter, protéger, répondre aux cyberattaques et se remettre des incidents. Le Togo a obtenu un score de 15,3 sur 20.

Source : agenceecofin.com

NECROLOGIE



AKAMA-KISSEH Koko Véronique revendeuse de pains à Lomé

Togbui EKLA SOBO TETEGAN II chef du village d'Adangbé
La Reine Mère NANA EKLA SOBO KENEZE OTATAN 1ere d'Adangbé
Veuve BURGESSON Akweley Comfort née AKAMA-KISSEH, doyenne de la famille à OSU au GHANA
M. AKAKPO Komla DZIDZIMEY Adolf, chef de famille à ADZETEFEME au TOGO et au GHANA
M. AKAMA-KISSEH KOSSI Ebenezer, Directeur de EPP groupe A à Adangbé et sa famille à TSEVIE
M. AKAMA-KISSEH Nofenyo Pierre, Professeur au lycée catholique Saint Esprit et sa famille à Lomé
L'Union Familiale DODOAFEGA du TOGO et du GHANA
La congrégation Sacré Cœur de Jésus de la paroisse Marie Reine du Monde de Bè.
Ont la vive douleur de vous annoncer le rappel à Dieu de leur très chère et regrettée **AKAMA-KISSEH Koko Véronique revendeuse de pains à Lomé.**
Décès survenu le Lundi 24 Aout 2026 au CHR de TSEVIE dans sa 68eme année.

Programme des obsèques

Vendredi 04/09/2026 : 20 h 00 à l'aube Veillée de prière et de chant dans la maison mortuaire à Adangbé (Corps présent)
Samedi 05/09/2026 : 08 h 00 Mise en bière, 09 h 00 : Messe d'enterrement en l'église sacré cœur de jésus d'Adangbé (Z10)s Suivie de l'inhumation au cimetière de Dodomé.
Dimanche 06 /09/2026 : 09 H 00: Messe D'action de grâces en la même paroisse.
Maison mortuaire : Maison familiale KISSEH ADANGBE-DODOAFEGA

Agriculture

950 milliards FCFA pour la transformation d'ici 2034

Le Togo évalue à 950 milliards de francs CFA, soit environ 1,6 milliard de dollars, les ressources nécessaires à la transformation de son agriculture à l'horizon 2034. À travers le Programme de transformation agricole (ProMAT), les autorités veulent développer la transformation agricole. Un chantier qui suppose de mobiliser à la fois des financements publics et des capitaux privés. Ce 01er septembre, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, s'est entretenu avec son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko.

Après une première série d'échanges à Lomé en mars, les autorités togolaises ont échangé de nouveau avec la Biélorussie sur les possibilités d'investissement dans l'agriculture. Minsk présente des atouts particuliers pour cette stratégie. Son industrie produit des tracteurs et des équipements agricoles, tandis que son expérience couvre également l'élevage et l'agro-industrie. Les discussions engagées avec Lomé portent sur la mécanisation, l'irrigation, les engrais, les semences et le développement de projets intégrés. En mars, la Biélorussie avait annoncé

son intention de fournir environ 4 500 machines agricoles au Togo.

L'enjeu est majeur pour l'économie nationale. L'agriculture représente près de 40 % du produit intérieur brut et emploie environ 60 % de la population active. Elle assure l'essentiel de la production vivrière, tout en contribuant aux recettes d'exportation grâce notamment au coton, au café et au cacao. Pour Lomé, la transformation du secteur constitue donc à la fois une question de sécurité alimentaire et un levier de croissance.

Le Togo explore parallèlement d'autres sources de capitaux et de compétences. En juin, des échanges avec le Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite ont porté sur l'agriculture et l'agro-transformation, notamment la filière cotonnière. Le Brésil est également ciblé dans les domaines de l'élevage et de l'agro-négoce. Un protocole d'accord a été signé en février avec l'Institut brésilien Daniel Franco. La Chine demeure, elle aussi, un partenaire important, notamment pour la fourniture de matériel agricole.

Cette diversification répond à un impératif : réduire la dépendance à une seule source de financement ou de technologie et réunir les moyens nécessaires à la transformation du secteur. Mais l'enjeu ne réside plus seulement

modernisation de l'appareil agricole.

Pour atteindre les 950 milliards de francs CFA nécessaires d'ici 2034, ces financements devront être complétés par des investissements privés

producteurs, renforcer le stockage et faciliter la valorisation locale des récoltes. L'ambition est de construire des chaînes de valeur capables de générer revenus et emplois, tout en consolidant les bases d'une agriculture résiliente et



Le président du Conseil et sa délégation échangeant avec le président biélorusse

dans la multiplication des annonces. Il s'agit désormais de convertir les engagements diplomatiques en projets financés, exécutés et mesurables. Le gouvernement dispose déjà de premiers appuis financiers. En juin 2025, la Banque mondiale a accordé 300 millions de dollars pour accompagner la mise en œuvre du ProMAT. En juin 2026, l'Africa Finance Corporation a arrangé 108,3 millions d'euros en faveur de la sécurité alimentaire, notamment à travers la

et d'autres partenariats. Le défi sera donc de créer un environnement suffisamment attractif pour les investisseurs, tout en orientant les capitaux vers les infrastructures, les équipements, la transformation et les chaînes de valeur agricoles.

Cette orientation suppose une meilleure articulation entre production, financement, transformation et commercialisation. Les investissements devront répondre aux besoins des

compétitive. La stratégie togolaise entre ainsi dans une phase décisive. La réussite du ProMAT dépendra moins du nombre de partenaires mobilisés que de la capacité à transformer les promesses en investissements productifs. Pour le Togo, l'objectif est de faire de l'agriculture un secteur plus moderne, plus compétitif et davantage créateur de valeur, tout en renforçant durablement la sécurité alimentaire.

E. A

Régulation de l'audiovisuel dans l'espace Uemoa et la Guinée

Fin de mandat pour le Togolais Pitalounani Telou

La Plateforme des régulateurs de l'audiovisuel de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) et de la Guinée a un nouveau président. Il s'agit de M. Boubacar Yacine Diallo, président de la Haute autorité de la communication de Guinée. Ce dernier succède à Pitalounani Telou, président de la Haute autorité de régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique (Harc) du Togo.

Le président de la Harc a passé le témoin à son homologue de la Guinée à l'occasion de la 12ème assemblée générale de la Plateforme des Régulateurs de l'Uemoa et de la Guinée tenue les 31 août et 1er septembre 2026 à Conakry. Cette rencontre

de haut niveau a réuni 10 présidents des institutions de régulation des médias de la sous-région, ainsi qu'une délégation du Tchad, pays invité.

Avec l'avancée vertigineuse des nouveaux médias, cette assemblée générale a été un moment de partage d'expériences et de réflexion sur les défis majeurs de la régulation des réseaux sociaux face à la montée de la cybercriminalité. Elle

a favorisé également une harmonisation du processus de régulation du numérique dans la sous-région.

À l'ouverture des travaux, Pitalounani Telou a dressé le bilan de ses deux ans à la tête de la plateforme des



Pitalounani Telou

régulateurs audiovisuels de la sous-région. Un bilan d'ailleurs salué par ses pairs. Il a d'abord exprimé sa gratitude à ses pairs, au personnel de la Harc et à la Commission de l'Uemoa pour leur soutien indéfectible à l'accomplissement de sa

mission au cours de sa mandature.

« Nous quittons la présidence avec le sentiment du devoir accompli. Ensemble, nous avons posé des jalons importants pour une régulation plus forte et plus adaptée à nos réalités »,

a-t-il déclaré. Le président de la Harc, a ensuite énuméré les activités phares réalisées dans le cadre de la Feuille de route 2024-2026. Il a notamment rappelé l'organisation, le 14 juillet 2025 à Lomé, d'un atelier sur « l'avenir de la télévision à l'ère du numérique ». Cette rencontre a été sanctionnée par des recommandations pertinentes pour accompagner la transition numérique des médias. En donnant le témoin à son collègue de la Guinée-Conakry, Pitalounani Telou a souhaité plein succès à son successeur et a réaffirmé la disponibilité et l'engagement du Togo à accompagner la nouvelle équipe.

La rédaction

Togo

La société civile défend une lecture stricte de l'arrêt de la Cédéao

Le débat sur la réforme constitutionnelle togolaise et l'arrêt de la Cour de justice de la Cédéao connaît un nouveau rebondissement. Réunies ce jeudi 3 septembre à Lomé, plusieurs organisations de défense des droits humains et de la société civile ont appelé à une lecture rigoureuse de la décision rendue par la juridiction communautaire, tout en dénonçant son exploitation à des fins politiques.

Au centre de leur déclaration figure l'arrêt n° ECW/CCJ/JUD/01/26, rendu le 29 janvier 2026, ainsi que le mémorandum porté par plusieurs acteurs de l'opposition. Les organisations signataires affirment respecter la Cour de justice de la Cédéao et le droit communautaire, mais refusent que la portée juridique de l'arrêt soit étendue au-delà de son contenu.

Selon elles, certains acteurs politiques chercheraient à faire dire à la décision ce qu'elle ne dit pas. Elles rappellent notamment que la Cour n'a pas annulé la Constitution togolaise du 6 mai 2024, ordonné une transition politique ou imposé l'ouverture d'un dialogue national.

Les signataires contestent ainsi les lectures présentant l'arrêt comme une remise en cause globale du nouvel ordre constitutionnel. Elles soulignent également que le processus de réforme a été précédé de débats publics à l'Assemblée nationale et de consultations, présentées comme ayant favorisé la participation citoyenne.

Pour ces organisations, invoquer sélectivement une décision judiciaire revient à utiliser le droit à des fins politiques. Elles dénoncent une « opération de communication politique » et une tentative de récupération d'une décision judiciaire.

La déclaration conteste également l'existence d'une crise institutionnelle au Togo. Les signataires estiment que les institutions républicaines fonctionnent conformément au cadre constitutionnel en vigueur et que les divergences politiques relèvent de la confrontation légitime des idées.

Tout en défendant leur

lecture de l'arrêt, les organisations ne ferment pas la porte au débat. Elles reconnaissent la légitimité des divergences sur les réformes politiques et institutionnelles. Le

de droit. « La paix durable ne naît pas de l'absence de désaccords, mais de la volonté de les résoudre par le dialogue et le respect des règles communes », soutiennent-elles.

Le regroupement considère que cette clarification est nécessaire pour éviter les confusions dans l'opinion et préserver la sérénité du débat public. Leur position consiste à



La table d'honneur durant la déclaration (Crédit photo : <https://lemessager-actu.com>)

regroupement appelle les acteurs à éviter la radicalisation. Le dialogue, la concertation et le compromis républicain doivent, selon lui, prévaloir sur les tensions.

Les organisations réaffirment enfin leur disponibilité à contribuer aux initiatives en faveur de l'apaisement, de la cohésion nationale et de la consolidation de l'État

À travers cette sortie médiatique, les organisations signataires entendent replacer le débat sur la réforme constitutionnelle et l'arrêt de la Cédéao sur le terrain du droit. Elles appellent les pouvoirs publics, les partis politiques et la société civile à privilégier l'intérêt supérieur du pays et à transformer les divergences en propositions constructives.

distinguer la portée d'une décision de justice des interprétations politiques qui peuvent en découler. Il invite donc chaque partie à s'appuyer sur les textes, les procédures et les faits établis, plutôt que sur des lectures susceptibles d'alimenter les incompréhensions ou les tensions dans le pays.

La Rédaction

BULLETIN D'ABONNEMENT



Vous êtes un annonceur, un privé, une agence conseil en communication ou un homme d'affaires! Vous avez besoin d'une communication dans le journal Togo Matin?

BP: 30117 Lomé-Togo
Tél: 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail: atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
tw: @togomatin1

Abonnez-vous au journal
quotidien **TOGO MATIN** !

Souhaitez-vous vous abonner au journal Togo Matin ou l'offrir à un (e) ami (e) ou à vos proches?

Nom ou raison sociale:
 Profession ou activité:
 Adresse: / BP:
 Tél: / E-mail:

► **Je m'abonne**

- | | | |
|----|-------------------------|-------------|
| 01 | Abonnement mensuel: | 5.000 FCFA |
| 02 | Abonnement trimestriel: | 15.000 FCFA |
| 03 | Abonnement semestriel: | 20.000 FCFA |
| 04 | Abonnement annuel: | 40.000 FCFA |

Coris Kid

CBI Togo accompagne les familles pour une rentrée scolaire réussie

Coris Bank International Togo (CBI Togo) maintient son engagement pour les détenteurs du compte Coris Kid. À l'orée de la rentrée scolaire, 2026-2027, l'institution a procédé, le mercredi 2 septembre 2026 à Lomé, à la récompense de 100 enfants titulaires du compte Coris Kid. Une manière pour la banque de réitérer son engagement en faveur de l'éducation et de sa politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE).



Placé sous le thème : « Éducation, épargne et accompagnement : CBI Togo aux côtés des familles pour préparer l'avenir de nos enfants », l'événement de cette année se veut particulier. Le tirage organisé pour 1 200 comptes éligibles a permis de sélectionner 100 enfants de 0 à 17 ans, titulaires du compte Coris Kid. À l'occasion, chacun des heureux bénéficiaires est reparti avec un bon d'achat d'une valeur de 30 000 FCFA, destiné à l'acquisition de fournitures

scolaires pour la rentrée scolaire 2026-2027. À travers cette action qui s'inscrit dans le cadre de sa politique RSE, CBI Togo entend non seulement contribuer à alléger les dépenses liées à la rentrée scolaire des familles bénéficiaires, mais également encourager la culture de l'épargne dès le plus jeune âge. Pour Moïse Mafongoun, directeur marketing et communication de CBI Togo, la sélection des

100 bénéficiaires vise à récompenser les titulaires des comptes Coris Kid. « L'un des besoins inhérents à l'existence et surtout à l'enfance est l'éducation. C'est pourquoi nous avons pensé, à l'orée de chaque rentrée scolaire, accompagner nos clients titulaires des comptes d'épargne, à qui nous consacrons une partie de notre revenu dans la droite ligne de notre RSE... Nous sommes donc fait assister par un huissier de justice pour tirer au sort 100 clients qui bénéficient d'un bon d'achat pour amortir les frais préparatifs de la rentrée scolaire », a mentionné M. Mafongoun avant d'ajouter : « À travers cette initiative, Coris Bank entend se positionner sur le financement de l'économie, mais surtout, la bancarisation et la culture financière... C'est pourquoi, au-delà de ces remises symboliques, nous sillonnons aussi les établissements scolaires pour parler aux enfants, car nous

faveur de l'éducation, de valoriser le compte Coris Kid et de contribuer à renforcer la notoriété de CBI Togo.

La joie des bénéficiaires
Fière d'avoir été récompensée par CBI Togo, Alaou Moustadjabat, élève en classe de 3è, ne



cache pas sa joie. « Je suis très heureuse d'avoir reçu ce don de CBI Togo. Ça me permet de bien travailler à l'école et de bien commencer la rentrée », a-t-elle mentionné. Abondant dans le même sens, Karou Abidé, élève en classe de 5è, également bénéficiaire, entend

à collaborer avec Coris Bank pour l'avenir de nos enfants », a-t-il rassuré.

Qu'est-ce que Coris Kid ?
À en croire Moïse Mafongoun, directeur marketing et communication de CBI Togo, Coris Kid est un produit d'épargne destiné

aux enfants de 0 à 17 ans. « Ce compte peut être ouvert à l'initiative d'un parent ou d'un tuteur disposant des pièces de l'enfant à ses premières heures d'existence... Sur ce compte, le parent cotise et épargne pour cet enfant jusqu'à 17 ans. Ce qui est intéressant, c'est que le compte Coris Kid



sommes convaincus à Coris Bank que les enfants sont non seulement la relève de demain, mais d'aujourd'hui.» Dans l'ensemble, il est donc question pour CBI Togo de soutenir l'éducation, de récompenser la fidélité des clients qui épargnent et d'encourager la culture de l'épargne. Au-delà, il s'agit de renforcer la proximité avec les clients, d'affirmer l'engagement citoyen de la Banque en

travailler à l'école pour honorer l'engagement de CBI Togo. Pour Tay Carlos, parent d'élève, ce geste à l'endroit des élèves montre que CBI Togo est à l'écoute de ses clients. « Je tiens à remercier Coris Bank pour l'initiative et pour le geste. Ça montre que nous sommes écoutés et appréciés. En tant que parent, nous sommes suffisamment contents et nous allons continuer

est rémunéré à un taux exceptionnel de 4,5 %. Et aux intérêts qui sont reversés deux fois l'an, nous apportons un bonus de 0,2 % pour permettre à ce compte d'être suffisamment oxygéné... Ce n'est que lorsque l'enfant passe le cap de 18 ans qu'il devient titulaire de ce compte qui est déclassé pour devenir un compte classique », a-t-il expliqué.

Caleb Akponou

PRÊT SCOLAIRE

DES ETUDES FINANCÉES, UN AVENIR SÉCURISÉ



*Offre soumise à conditions

0 TAUX
%

1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2026

JUSQU'À 5 FOIS LE SALAIRE NET

SUR 12 MOIS

La Banque Autrement
<https://togo.coris.bank>

